

La Suisse prise dans une hausse des taxes?

GUERRE COMMERCIALE Plusieurs pays européens sont sous la menace d'une augmentation des droits de douane américains s'ils continuent à s'opposer à la cession du Groenland aux Etats-Unis. Une menace qui trouve un écho particulier en Suisse

ANOUGH SEYDTAGHIA

Est-ce, déjà, le retour d'une guerre commerciale entre les Etats-Unis et l'Europe? Et ce nouvel affrontement, qui se dessine depuis samedi, pourrait-il toucher de plein fouet la Suisse? Alors que les droits de douane américains pour les produits suisses sont passés de 39 à 15% fin 2025, les risques de nouvelles tensions tarifaires se dessinent déjà. Avec comme toile de fond le Groenland, convoité avec de plus en plus d'insistance par Donald Trump.

Samedi, le président américain a clairement menacé le Danemark, la Norvège, la Suède, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Finlande, qui ont rejeté les velléités américaines. Irrité par leur attitude, Donald Trump a menacé de leur imposer de nouveaux droits de

douane jusqu'à ce qu'un accord soit conclu pour la vente complète et intégrale du Groenland. Cette surtaxe, de 10%, sera effective à partir du 1er février et pourrait s'envoler à 25% au 1er juin.

La Suisse doit-elle craindre d'être elle aussi ciblée par la Maison-Blanche? «Elle n'est pas concernée par ces nouvelles taxes annoncées samedi. Ces nouveaux droits de douane

«Reconnaissons qu'avec le président américain, rien n'est jamais assuré!»

LAURENT WEHRLI, CONSEILLER NATIONAL (PLR/VD) ET MEMBRE DU GROUPE D'AMITIÉ SUISSE-GROENLAND

ciblent exclusivement les pays qui ont décidé de déployer une présence militaire au Groenland en signe de solidarité avec le Danemark, face aux prétentions territoriales de l'administration américaine», estime Daniel Varela, responsable des investissements auprès de la banque Piguët Galland. Selon lui, «une implication de la Suisse, sur le plan politique ou militaire, est improbable. Fidèle à ses principes, la Confédération tentera plutôt d'offrir ses services dans le domaine diplomatique.»

Le danger, «un effet domino»

Joaquín Cascallar, responsable des investissements chez Targa 5 Advisors, est moins optimiste: «A court terme, la Suisse n'est pas une cible prioritaire: les annonces américaines visent d'abord des pays européens

directement impliqués dans le dossier groenlandais. Pour moi, le risque immédiat est limité, mais pas nul. En revanche, le vrai danger est l'effet domino. Si les surtaxes deviennent un instrument politique durable, les économies ouvertes et excédentaires comme la Suisse entrent mécaniquement dans le radar, même sans implication directe. Quand le commerce devient une arme, les dommages collatéraux sont inévitables.»

Pour Joaquín Cascallar, la Suisse a intérêt à jouer la carte du sang-froid et de la discrétion: rappeler son rôle de partenaire économique fiable plutôt que d'acteur politique, se coordonner de manière pragmatique avec l'Europe, sans alignement automatique, et enfin identifier les secteurs exposés et anticiper des scénarios sans dramatiser publiquement.

Il y a aussi un volet politique à cette affaire. Il y a quelques jours, des membres du Conseil national ont fondé un groupe d'amitié Suisse-Groenland. Laurent Wehrli (PLR/VD) en fait partie. Contacté ce dimanche, il estime que «visiblement, Donald Trump a décidé de telles surtaxes contre les pays ayant envoyé des militaires au Groenland. La Suisse étant neutre, des soldats suisses n'y seront pas envoyés. Dans un tel cadre, la Suisse ne devrait pas craindre de telles surtaxes. Mais reconnaissons qu'avec le président américain, rien n'est jamais assuré!» Selon le conseiller national vaudois, «la Suisse doit à ce stade clairement rappeler l'importance du respect du droit international et des valeurs démocratiques. L'avenir du Groenland appartient aux populations concernées et pas à un autre président, quel qu'il soit.»

Selon Fabian Molina (PS/ZH), également membre de ce groupe d'amitié, «les menaces de Donald Trump contre l'intégrité territoriale du Danemark violent le principe de non-recours à la force et constituent une atteinte au droit à l'autodétermination du peuple groenlandais. Elles sont illégales, et la communauté internationale doit les rejeter avec la plus grande fermeté.» Le conseiller national ajoute qu'il est «inacceptable que le gouvernement américain annonce désormais des droits de douane à l'encontre de ceux qui respectent le droit international. La Suisse doit se coordonner avec l'Union européenne pour repousser ces attaques contre le multilatéralisme.»

Un optimisme prudent règne pour le moment, dans un dossier où tout peut changer en l'espace de quelques heures. ■